FICHE 37

LA TURQUIE, UNE DIFFICILE AFFIRMATION RÉGIONALE

Depuis la fin de l'Empire ottoman, la Turquie a longtemps considéré les mondes arabes avec circonspection. La mémoire de ce qu'Ankara considère comme la trahison des Arabes lors de la Première Guerre mondiale, le choix d'édifier une république laïque dans les années 1920, les alliances contractées avec le monde occidental après 1945, ont contribué à rendre les relations souvent difficiles avec ses voisins méridionaux.

UNE DIPLOMATIE INNOVANTE

Néanmoins, il y a une dizaine d'années, la Turquie, a affirmé ses objectifs en matière de politique extérieure à l'aide d'une formule lapidaire, « zéro problème avec nos voisins ». Le mot d'ordre a eu, depuis lors, quelques difficultés à se concrétiser, mais il tranchait néanmoins singulièrement avec l'adage qui avait antérieurement présidé à la mise en œuvre de la diplomatie régionale turque durant des décennies, « le Turc n'a d'ami que le Turc ». Le changement de paradigme était clair et indiquait la volonté turque de déployer une politique extérieure à 360 degrés et de s'insérer plus avant dans son environnement moyen-oriental.

La première décennie du siècle est en effet foisonnante d'initiatives économiques, politiques, diplomatiques de la Turquie qui s'affirme comme une puissance incontournable dans une large partie des mondes arabes. Les Tigres anatoliens, hommes d'affaires et soutiens du Parti de la justice et du développement au pouvoir depuis 2002, s'inscrivent dans ce mouvement parce qu'il correspond à leurs intérêts économiques. Les médiations politiques turques se multiplient, notamment en 2008 entre Israël et la Syrie. Le plus spectaculaire est d'ailleurs le rapprochement avec Damas qui passe alors du statut de rival historique à celui de partenaire privilégié.

Quand, à partir de l'hiver 2010-2011, l'onde de choc politique se propage

dans les mondes arabes, la Turquie, surprise, marque un moment d'hésitation. Faut-il maintenir les liens qui ont été tissés avec les régimes en place ou au contraire s'engager dans le soutien aux mouvements de contestation. C'est le second choix qui sera effectué et la diplomatie turque semble alors triompher. Ainsi, Recep Tayyip Erdoğan effectue une tournée officielle remarquée en Égypte, en Tunisie et en Libye à l'automne 2011 et il est fréquent d'évoquer à l'époque un « modèle turc ». Le pouvoir turc fait alors le choix de privilégier les pays où les Frères musulmans semblent s'imposer comme en Égypte, en Tunisie et en Syrie.

LES CONTRADICTIONS TURQUES : LE DOSSIER SYRIEN ET LA QUESTION KURDE

Mais c'est justement le mouvement de révolte en Syrie qui va rebattre les cartes. Les dirigeants turcs vont être piqués au vif que Bachar Al-Assad ne prenne aucunement en compte leurs conseils de démocratisation. Dès l'été 2011, le Premier ministre turc conçoit alors une sorte d'obsession politique visant à faire chuter le président syrien. Soutenant les diverses composantes de la rébellion, les dirigeants turcs montrent une réelle complaisance à l'égard des groupes les plus radicaux. La résilience du régime syrien et l'inanité d'une solution militaire va néanmoins mettre la Turquie en porte-à-faux, d'autant que la stratégie liberticide mise en œuvre en Turquie par le président Erdoğan ternit considérablement l'aura du pays au sein du Moyen-Orient.

« Paix dans le pays, paix dans le monde. »

Atatürk, fondateur de la République de Turquie

Enfin, le chaos qui prévaut en Syrie va contribuer à réactiver la question kurde qui reste un défi existentiel pour Ankara. Le Parti de l'union démocratique (PYD), que le pouvoir turc accuse d'être la projection syrienne du Parti des travailleurs du Kurdistan (PKK) qualifié de terroriste, constitue un défi central. Non seulement le PYD proclame en novembre 2013, une administration autonome, le Rojava, sur une vaste zone le long d'une partie de la frontière turco-syrienne, mais, en outre, ses milices qui affrontent l'État islamique sur le terrain sont abondées par Washington et Moscou. La Turquie est donc dans une contradiction majeure puisqu'un parti qu'elle considère comme un ennemi est soutenu par ses alliés et partenaires.

Se trouvant de plus en plus isolée dans la gestion du délicat dossier syrien, la Turquie infléchit brusquement sa politique au cours de l'été 2016 en coordonnant sa politique avec celle de Moscou, alors que les deux États défendaient jusqu'alors des positions diamétralement opposées. Cette sensible évolution va non seulement lui permettre de se trouver au centre des initiatives diplomatiques visant à mettre en œuvre une solution politique à la crise syrienne mais aussi de tenter de démontrer aux pays arabes qu'elle reste un État indispensable à la stabilité régionale. C'est aussi pour ces raisons que de multiples initiatives de coopération sont nouées avec plusieurs États pétroliers du Golfe, notamment le Qatar.